



Europe Ecologie Nord-Pas de Calais
212, rue Gambetta - 59000 Lille
Tél. 03 20 31 64 56

www.nord-pas-de-calais.regions-europe-ecologie.fr

À l'attention des personnalités et organisations
signataires de l'appel
« *Développer durablement nos Régions par
une économie sociale et solidaire* »

Lille, le 1 MAR 2010

Au nom de la liste Europe écologie que j'ai le plaisir de conduire en Nord-Pas de Calais à l'occasion des prochaines élections régionales, permettez moi tout d'abord de saluer la démarche et la qualité du travail collectif mené par *Le Labo de l'économie sociale et solidaire*.

Le rapport complet qui présente vos « 50 propositions pour changer de cap » ainsi que votre appel aux candidats fourmillent de propositions concrètes, d'idées innovantes et de pistes précises pour les mettre en œuvre. C'est un document très précieux dans la période actuelle et pour le prochain mandat !

Par leur cohérence et leur complémentarité, ces propositions constituent un véritable socle opérationnel pour inventer un autre modèle de développement. Je pense que vous ne serez pas étonnés de constater que le projet politique développé par Europe Ecologie s'accorde pleinement avec vos réflexions et propositions (voir notre programme complet sur <http://nord-pas-de-calais.regions-europe-ecologie.fr/406-le-programme/>).

Nous sommes en effet convaincus qu'il est impératif de sortir de cette logique du « toujours plus » et de remettre en cause la sacro sainte « croissance » dont la quête éperdue se fait au détriment des personnes et de notre environnement.

Je ne vais pas, à travers ce courrier, répondre point par point à vos propositions, mais il me semble intéressant de souligner quelques unes des plus fortes convergences que j'ai constaté à la lecture de votre document, entre vos propositions et les nôtres.

Au premier rang de celles-ci, je relève l'importance que nous accordons à la qualité des emplois et des activités - et pas seulement à leur nombre ou au chiffre d'affaire généré ! - , ainsi qu'à leur impact environnemental et social. Plusieurs de nos propositions sont fondées sur une relocalisation des activités et sur un appui à leur développement, via la formation des personnes, l'aide économique et la prospective. De nombreux domaines sont concernés : le commerce local, la construction et la rénovation de bâtiments, le développement des énergies renouvelables, le recours aux éco matériaux, l'agriculture bio, la filière bois, les transports, etc.. Le détail des mesures que nous préconisons à ce sujet est plus particulièrement développé dans la priorité 1, que nous avons intitulée *Transformer l'économie du Nord-Pas de Calais*.

Pour nous, la conversion écologique de l'économie n'est pas un slogan, ou une couche de vert apposée à la va-vite sur quelques politiques publiques, sans rien changer sur le fond. Au contraire, c'est une finalité essentielle pour notre avenir individuel et collectif, et la qualité de notre vivre ensemble. Elle guide l'intervention publique dans l'économie et se traduit en termes de qualité de vie, d'utilité sociale et en emplois. Cette métamorphose permettra de redonner du sens au mot « richesse », en y intégrant des valeurs et des biens essentiels : le bien être des personnes, leur niveau de formation, leur état de santé, les conditions de travail, la qualité de l'air, la pureté de l'eau ... Nous proposons que les aides publiques soient clairement réorientées dans cette direction, en intégrant ces biens communs au cœur de la valeur ajoutée, et en introduisant des critères d'éco conditionnalité.

Nous partageons également la volonté de lutter contre la marchandisation croissante des services d'intérêt général et attachons une grande importance à préserver les partenariats entre pouvoirs publics et acteurs de l'ESS. Il faut absolument éviter de créer des situations de mise en concurrence de ces acteurs entre eux, ce qu'induit nécessairement le recours systématique au marché.

.../...

Sur le plan de la méthode, nous comptons bien entendu nous appuyer sur une large phase de débat et de participation. Les changements de comportement (individuels et collectifs) indispensables à la construction d'un nouveau modèle économique, passent nécessairement par la mobilisation des citoyens et des acteurs (associatifs, institutionnels, etc.). Dans ce domaine, le rôle des acteurs de l'ESS sera déterminant, et je rejoins tout à fait votre analyse concernant le « langage de la preuve » qui doit être développé. Les expériences menées montrent que les solutions proposées par l'ESS fonctionnent : il faut à présent créer les outils permettant de valoriser cette efficacité, de mesurer la qualité des emplois créés, de faire apparaître l'utilité sociale produite par telle ou telle activité, etc.

L'appui aux lieux d'éducation populaire et permanente sera également développé afin de permettre l'émergence des savoirs citoyens et de l'expertise de la société civile. Le recours à l'évaluation devra être aussi plus systématique et partagé, en s'attachant particulièrement à évaluer l'impact social et environnemental des activités et programmes.

Nos propositions dans ce domaine sont détaillées dans la Priorité 3 de notre programme *Prendre soin de nous*.

Le Nord-Pas de Calais, de par son histoire sociale et politique est un territoire particulièrement riche dans le domaine de la solidarité et de l'ESS. La Région y a contribué, à l'initiative des Verts, en développant dès le milieu des années 90 une politique structurée de soutien à cette autre manière d'entreprendre.

Ces dernières années, cette politique a poursuivi son développement, et a permis des avancées significatives, qui rejoignent plusieurs de vos propositions. Je pense en particulier à la reconnaissance effective de l'ESS au sein des travaux du Schéma régional de développement économique, à l'inscription systématique d'un volet « économie sociale et solidaire » dans les plans locaux de développement économique, ou encore à la convention cadre pour le développement de l'ESS (renouvelée récemment entre l'Etat, la Région, les départements du Nord et du Pas-de-Calais, ainsi que la Caisse des Dépôts).

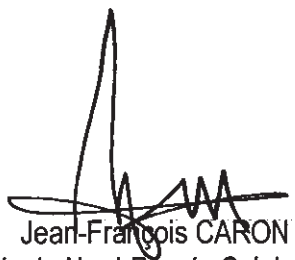
Cette structuration se complète d'un appui significatif aux projets de création et de développement d'activités, à la finance solidaire et aux réseaux d'acteurs. Des projets innovants sont également accompagnés de manière pérenne. Je pense par exemple à l'Université populaire et citoyenne de Roubaix, ou au projet SOL, soutenu dès son origine.

Je terminerai en évoquant le travail que nous avons mené sur la question des indicateurs, et qui vont aussi dans le même sens que vos réflexions. Ce travail a permis l'identification de plusieurs indicateurs de développement humain et durable, leur territorialisation et l'implication de citoyens dans leur analyse, via la tenue d'une conférence de citoyens.

Ces quelques exemples me semblent significatifs de notre détermination à prendre les mesures nécessaires pour que les valeurs et pratiques de l'ESS diffusent à travers tous les domaines d'intervention de la Région.

Vos travaux y contribueront et je ne doute pas que lors du mandat qui va s'ouvrir dans quelques semaines, les élus d'Europe Ecologie pourront s'appuyer sur plusieurs personnalités et organismes qui participent à votre démarche, afin de mettre en œuvre les mesures et objectifs que nous partageons.

Recevez l'expression de mes sincères salutations.



Jean-François CARON
Tête de liste régionale *Europe Ecologie Nord-Pas de Calais*

21 janvier 2010

APPEL AUX CANDIDATS AUX ELECTIONS REGIONALES

Développer durablement nos Régions, par une économie sociale et solidaire

Pour faire face aux crises économique, sociale, écologique actuelles et mettre en place un mode de développement plus durable, les Régions peuvent s'appuyer sur une économie sociale et solidaire (ESS) dont les initiatives et les entreprises très diverses démontrent qu'il est possible d'entreprendre, d'employer et de consommer autrement de manière **plus respectueuse des personnes, des territoires et de la planète.**

L'ESS représente une **part significative de l'économie régionale** : entre 7 et 13 % des établissements et des emplois selon les régions. La dynamique de croissance de l'emploi en ESS est deux fois supérieure à la moyenne, sans compter la contribution importante des engagements bénévoles à la cohésion des territoires (un million d'équivalent temps plein).

Ancrée localement, peu délocalisable, porteuse de proximité et de solidarités, l'ESS contribue à une économie territoriale plus humaniste mais aussi plus attractive. Sa prise en compte et son intégration dans l'ensemble des politiques régionales est aujourd'hui indispensable pour **faire des territoires le cœur de l'économie réelle.** L'ESS, force économique et sociale, ouvre par l'exemple la voie à un développement régional plus solidaire, à une **sortie de crise par le haut.**

**NOUS, SIGNATAIRES DU PRESENT APPEL,
DEMANDONS AUX CANDIDATS AUX ELECTIONS REGIONALES DE MARS 2010
DE S'ENGAGER POUR UNE ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE,
NOTAMMENT PAR LA MISE EN ŒUVRE DES PROPOSITIONS SUIVANTES :**

Recenser les entreprises menacées de fermeture (départ en retraite du chef d'entreprise, plan social...) et faciliter leur **reprise par les salariés**, par un accompagnement technique et financier renforcé.

Appuyer les **dispositifs d'insertion** par l'activité économique.

Proposer un plan de soutien au développement des **associations d'utilité sociale** et de professionnalisation des services à la personne en veillant à la qualité de leur emploi.

*Protéger les emplois
d'aujourd'hui*

Mettre en place des **plans de développement de filières solidaires**, sur des secteurs d'intérêt général (logement, environnement, culture, énergies, santé, transports, éducation...) et de consommation responsable (bio, équitable, durable...).

*Créer des emplois
d'avenir, ancrés sur les
territoires*

Accompagner les salariés par des **formations** adaptées à ces filières.

Monter des **pôles d'innovation sociale** pour faire émerger et déployer des réponses efficaces aux besoins sociaux peu ou mal satisfaits, particulièrement ceux des populations durement touchées par la crise.

Renforcer les **FRIS** (fonds régionaux d'investissement solidaire) pour financer ces nouvelles initiatives, en s'appuyant sur le fonds pour l'entrepreneuriat social et solidaire (100 M€) retenu par le Grand Emprunt.

*Améliorer la qualité de vie
des citoyens*

Renforcer la place de l'ESS dans l'**Agenda 21** Régional.

Mener une **politique d'éducation** (nouvelles chaires et masters, interventions dans les lycées, multiplication des stages...) et **favoriser les campagnes de sensibilisation grand public** pour faire évoluer les comportements des citoyens vers un sens plus solidaire : consommation responsable, épargne solidaire, circuits courts, monnaies solidaires, transports doux, sobriété énergétique, démocratie participative.

*Protéger l'environnement
et préserver la cohésion
sociale*

Conditionner l'accès aux **aides publiques** aux entreprises à des critères sociaux et écologiques, comme l'embauche de chômeurs longue durée, l'existence de salariés administrateurs, l'encadrement de l'échelle des salaires, la réalisation d'un bilan carbone, etc...

S'engager sur un objet dont le chiffre marque une avancée évaluable et significative dans le contexte territorial, de clauses sociales et environnementales dans la commande publique régionale.

*Favoriser une
économie plus durable
et plus solidaire*

POUR METTRE EN ŒUVRE CES PROPOSITIONS :

Les Régions doivent s'appuyer sur les initiatives et entreprises de l'ESS **en les intégrant dans toutes les politiques régionales et infra régionales** à travers des mesures spécifiques (appels à projet, formations, fonds régionaux d'investissement solidaire) et de droit commun (SRDE Schéma Régional de Développement Economique, accès aux aides économiques, aux marchés publics). L'ESS doit être pleinement **partie prenante** de la politique économique de la région.

Elles ne peuvent y réussir qu'avec des moyens adéquats, sous leur propre responsabilité, et en liaison avec les politiques de l'Etat dont les engagements financiers doivent être respectés, augmentés et régularisés. Il est essentiel d'élargir le champ des conventions Etat-Région en y inscrivant le volet ESS.

La **majorité des mesures présentées** impliquent soit de nouvelles dispositions législatives, soit une réorientation de financements existants, dans un sens plus solidaire et plus durable. La volonté politique des élus est donc un facteur déterminant de leur réussite.

Il faut aussi que les régions puissent **évaluer correctement, à partir d'indicateurs adaptés, l'impact économique, social, écologique de l'ESS** afin de présenter un bilan annuel des progrès accomplis : création d'entreprises et d'emplois, utilité sociale et environnementale, qualité de vie des habitants... En s'appuyant sur les observatoires existants pour recueillir les données nécessaires, les analyser et suivre leur évolution.

Enfin, ces efforts seraient vains si les citoyens ne sont pas eux-mêmes solidaires et mobilisés pour leur succès. Ceci appelle un **dialogue territorial renouvelé** associant la Région et les autres collectivités, les organisations représentatives de l'ESS, les TPE/PME socialement responsables, les syndicats et les autres acteurs de la société civile.

Nous appelons les candidats à rencontrer au lendemain des élections régionales les acteurs et les réseaux de l'ESS (ainsi que l'ensemble des acteurs économiques et sociaux soucieux d'un développement durable) pour envisager avec eux une mise en œuvre adaptée de ces propositions et à évaluer publiquement à mi-mandat sur l'avancée des réalisations.

www.lelabo-ess.org

LISTE DES PERSONNALITES SIGNATAIRES DE L'APPEL

Membres du comités de pilotage : Claude Alphanéry, Christiane Bouchart (**RTES**), Eve Chiapello (**HEC**), Laurent Fraisse (**Crida**), Tarik Ghezali, Marie-Hélène Gillig (**CEGES**), Madeleine Hersent (**MES**), Isabelle Laudier (**CDC**), Jean-Michel Lécuyer (**SIFA**), Jean-Louis Laville (**Cnam**), Hugues Sibille (**Avise**), Christian Sautter (**France Active**).

Michel Adam (**IRIS**), Marc Alphanéry (**AMAP**), Patrick Baquin (**Caisse des Dépôts**), Yves Barbançon (**CNCREs**), Eric Barchechath (**Forum Action Modernités**), Annie Berger (**Ardes**), Laurent Berger (**CFDT**), Gaby Bonnand (**CFDT**), Philippe Berthelot (**UFISC**), Jacky Blanc (**La Nef**), Jean-Marc Borello (**Groupe SOS**), Zinn-Din Boukhenaisi (**CNLRQ**), Clotilde Bréaud (**CNLRQ**), Jean-Pierre Caillon (**Chantier-école**), Pierre Calame (**FPH**), Jean-Pierre Caldier (**Agir pour une Economie Equitable**), Christophe Chevalier (**Coorace**), Pierre Choux (**Id'ees 21**), Denis Clerc, Daniel Cohen, Thomas Coutrot, Adelphe de Taxis du Poet, François de Witt (**Finansol**), Jacques Delors, Jean-Baptiste de Foucauld (**Démocratie & Spiritualité**), Georges d'Andelau (**PFCE**), Denis Dementhon (**France Active**), Bernard Devert (**Habitat & Humanisme**), Robert Debauve (**Envie**), Jacques Dughera, André Dupon (**Vitamine T**), Olivier Ferrand (**Terra Nova**), Anne-Laure Federici (**RTES**), Philippe Frémeaux (**Idies, Alternatives Economiques**), Jean Gadrey, Véronique Gallais, (**Action consommation**), Patrick Gèze (**Avise**), Roger Godino, Romain Guerry (**UNIOPSS**), Jacques Henrard (**CPCA**), Marcel Hipszman (**INAISE**), France Joubert (**Pactes Locaux**), Laurent Laïk (**CNEI**), Bruno Lasnier (**Apeas, MES**), Daniel Lebègue, Guillaume Légaut (**Finansol**), Philippe Lemoine (**Forum Action Modernités**), Jean Le Garrec (**Fondation Jean Jaurès**), Jean-Philippe Liard (**CFDT**), Philippe Louveau (**Chantier-école**), Edmond Maire, Sylvie Mayer (**Agir pour une économie équitable**), Gus Massiah, Nicole Maestracci (**Fnars**), Edgar Morin, Maria Nowak (**Adie**), Nathalie Parent (**CNCREs**), Bernard Perret, Patrick Peugeot (**Cimade**), Alain Philippe (**Fondation Macif**), Edgard Pisani, Jean-Philippe Poulnot (**Sol**), Dominique Picard (**Sol**), Jacques Rastoul (**CFDT**), Sébastien Ravut (**Le marché citoyen**), Guy Roustang, **François Soulage (Secours Catholique)**, Denis Stokkink (**Pour la Solidarité**), Martine Théveniaut (**Pactes Locaux**), Christian Valadou, Patrick Viveret, Laura Winn (**L'Atelier**)...

LISTE DES ORGANISATIONS SIGNATAIRES DE L'APPEL

AP2E (**Agir pour une Economie Equitable**), APEAS (**Agence Provençale de l'Economie Alternative et Solidaire**), AVISE (**Agence de Valorisation des Initiatives Socio-économiques**), BIOCOOP, CEGES (**Conseil des Entreprises, Employeurs & Groupements de l'Economie Sociale**), Chantier-Ecole (**Réseau régional des acteurs de l'insertion**), CNCREs (**Conseil National des Chambres Régionales de l'Economie Sociale**), CNEI (**Comité National des Entreprises d'Insertion**), CNLRQ (**Comité National de Liaison des Régies de Quartier**), COORACE (**Coordination des Organismes d'Aide aux Chômeurs par l'Emploi**), CPCA (**Confédération Permanente des Coordinations Associatives**), ENVIE, FNARS (**Fédération Nationale des Ateliers de Réinsertion Sociale**), France Active, Habitat & Humanisme, Marché Citoyen, MES (**Mouvement pour l'Economie Solidaire**), MOUVES (**Mouvement des entrepreneurs sociaux**), PROJET SOL (**Monnaie solidaire**), NEF (**Nouvelle Economie Fraternelle**), RTES (**Réseau des Territoires pour l'Economie Solidaire**), UFISC (**Union Fédérale d'Intervention des Structures Culturelles**), UNIOPSS (**Union Nationale des Œuvres & Organismes Privés Sanitaires**).